

# L'Europe des petits pas

L'école binationale «deutsch-luxemburgisches Schengen-Lyzeum» à Perl en Allemagne fête sa première rentrée avec 130 élèves inscrits, répartis en cinq classes de 5<sup>e</sup> secondaire.

OLIVIER TASCH

Grande affluence pour un succès annoncé. Trois classes prévues au départ, cinq à l'arrivée. Une centaine d'élèves originaires de la Sarre, du Luxembourg, de la Rhénanie-Palatinat, de la Lorraine et du Luxembourg dont s'occuperont dix professeurs allemands et cinq luxembourgeois. Le nouveau lycée qui ouvre ses portes se veut le fer de lance de l'esprit européen. Le multilinguisme y jouera donc un rôle essentiel.

La langue véhiculaire sera l'allemand, alors que les cours d'art et de sport ou à défaut deux matières secondaires se feront en français. La ministre de l'Education nationale, Mady Delvaux-Stehres voit dans ce point «la difficulté majeure que rencontreront les petits Allemands». Le luxembourgeois sera évidemment au programme, obligatoire en 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> primaires, alors que l'anglais sera la troisième langue vivante à partir de la classe de 7<sup>e</sup>.

Un concept «moderne et innovant» pour lequel Mady Delvaux félicite «le groupe de travail qui a réussi à se frayer un chemin à travers la jungle de règlements allemands et luxembourgeois et ont réussi à tirer le meilleur des deux législations». Le triomphalisme n'est pourtant pas de circonstance, la



Photo: Martine May

Les élèves du lycée binational ont vécu une rentrée pas comme les autres. Normal pour une école hors du commun

ministre nourrit «de grands espoirs». «Le travail commence à peine, tout reste à prouver.»

## UN AN DE MOINS

Les premiers résultats seront connus dans huit ans lorsque les premiers élèves obtiendront leur diplôme. Ce dernier sera un des cinq que propose l'école: le Hauptschulabschluss allemand, le Mittlerer Bildungsabschluss allemand, le diplôme de technicien administratif et commercial luxembourgeois, le baccalauréat général allemand (Abitur), le diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois. Intérêt significa-

tif pour les Luxembourgeois: obtenir son diplôme en douze ans contre treize au Grand-Duché.

Au-delà des considérations de gain de temps, il s'agit aussi de faire avancer le schmilblick européen. En témoigne son nom de «Schengen» qui évoque précisément ce que le concept a de plus novateur: l'abolition des frontières au niveau de l'éducation.

Peter Müller, le ministre-président de la Sarre, est extrêmement enthousiaste pour «cette école qui est une bonne chose pour la région SaarLorLux car elle démontre que cette dernière n'est pas seulement une étiquette mais bien qu'il y a du contenu». Et d'insister sur les sym-

boles: «Il faut non seulement dépasser les frontières géographiques mais aussi faire tomber les barrières mentales.»

Le Premier ministre luxembourgeois, égal à lui-même, a fait dans l'humilité: «Une grande fête mérite un petit discours». Quelques mots donc pour rappeler que «nos parents et grands-parents allaient l'un contre l'autre à l'école».

Aujourd'hui, la cohabitation n'a jamais été aussi bonne dans cette région et ce lycée est aussi un bon moyen de continuer à rapprocher les jeunes. «C'est l'Europe des petits pas. Essentiels, car sans eux, l'Union ne pourrait pas courir», conclut le Premier ministre

# Une chance pour l'Union européenne

C'est la fin d'un feuilleton fertile en rebondissements. Les frères Kaczynski devraient se résigner à retourner devant les électeurs.

GEORGES GUISAM

Les deux années de pouvoir de la coalition conservatrice, populiste ont isolé et affaibli la Pologne. Pour peser dans le débat européen, le prochain gouvernement devra agir différemment.

C'est en matière européenne que les frères Kaczynski et leur coalition ont été les plus néfastes pour leur pays.

Après avoir bloqué les négociations européennes avec la Russie sur le dossier énergétique, ils ont adopté une attitude d'opposition

très dure dans les négociations menées par Angela Merkel pour sortir de la crise institutionnelle européenne.

Ils ont maintenu jusqu'à la dernière minute leur position de refus de tout nouvel accord pour ne rien céder sur l'accord obtenu dans le traité de Nice quant au poids de la Pologne dans les votes européens. La chancelière allemande a même envisagé de convoquer la CIG chargée de mettre en forme le mini-traité sans la participation des Polonais.

L'histoire douloureuse de ce pays peut expliquer ses craintes face à la Russie. Bloquer les négociations sur le dossier énergétique ne conduit à rien. Le gaz russe est nécessaire à l'Europe aujourd'hui. Réduire cette dépendance ne se fera pas en un jour. Et en empêchant des négociations et un accord, la Pologne se prive du cadre euro-

péen pour se défendre face à un éventuel chantage russe sur ce dossier.

## UN RISQUE POUR SA SÉCURITÉ

Quand la Pologne tente d'empêcher les progrès même modestes de l'intégration européenne en matière politique, elle prend un risque pour sa sécurité.

Sans progrès de l'Union politique, il n'y aura pas non plus de pas en avant sur le dossier de la défense. Les dirigeants polonais ne font pas une confiance aveugle à leurs partenaires européens pour leur sécurité. L'histoire explique bien cette méfiance mais leur conviction que le salut viendra des USA est une forme d'aveuglement.

Les Etats-Unis sont embourbés en Irak, en difficulté en Afghanistan et ont les plus grandes craintes

sur l'Iran. Ils sont engagés dans une lutte tous azimuts contre le terrorisme islamiste. La sécurité de la Pologne est le cadet de leurs soucis. C'est en Europe que se trouve la réponse à l'inquiétude polonaise.

Pour jouer le rôle d'un grand pays dans l'Union, la Pologne doit dépasser le nationalisme tatillon dans lequel elle s'est enfermée. Ce n'est pas en bloquant les progrès de l'intégration et en fustigeant à chaque occasion leur voisin allemand que les autorités polonaises protégeront leur pays. C'est en contribuant à une union plus efficace qu'ils le feront.

Les premiers sondages donnent l'opposition libérale et pro-européenne gagnante. C'est encourageant mais il faudra que les électeurs polonais concrétisent cet espoir pour la Pologne et pour l'UE dans son ensemble.